



# OUI IL FAUT LE CHANGEMENT !

Les syndicats FSU, SDEN-CGT, SUD-Education dénoncent l'insuffisance des moyens alloués à notre département pour le service public d'éducation (premier et second degrés).

## PREMIER DEGRE :

**dotation de + 17 postes à la rentrée 2014  
pour une prévision de + 310 élèves ?**

En 2012, la dotation de + 27 postes s'est avérée déjà insuffisante. Les seuils restant élevés et très contraignants, la moyenne par classe (maternelle + élémentaire) a augmenté de nouveau.

Cette continuité politique de la gestion des moyens ne répond pas aux besoins et constitue une iniquité de traitement de l'école publique vendéenne.

En matière de dotations communales, aucune réponse n'est apportée aux lourdes inégalités existantes qui vont d'une échelle de 1 à 10 ! Or les conditions actuelles de mise en œuvre des activités périscolaires - facultatives et éventuellement payantes - ne peuvent qu'en rajouter aux injustices et inégalités existantes.

Cette réforme des rythmes cache le véritable objectif : celui de la « territorialisation » de pans entiers de l'Education Nationale, comme cela se vérifie par ailleurs avec la « régionalisation » de la formation professionnelle et de l'orientation.

La « municipalisation » de l'école publique communale se fait dans le cadre d'un acte III de la décentralisation, avec le Projet Éducatif Territorial. Dans le même temps, les collectivités locales vont voir leurs dotations amputées drastiquement sous prétexte de réduire la dette publique, présentée comme insupportable.

## SECOND DEGRE :

**des postes en nombre insuffisant**

Dans le second degré, les attentes des collègues sont déçues. Le LPC est maintenu. La réforme Chatel dans les lycées reste intacte, avec ses conséquences désastreuses dans les filières STI, et dans les collèges, son esprit demeure. Les conditions de travail restent difficiles et se dégradent ; les missions s'alourdissent ; de nouvelles tâches sont imposées, qui plus est sans reconnaissance en temps de service et/ou financière.

Les Dotations Horaires Globales (DHG) sont insuffisantes et étriquées. Les nombreuses petites quotités de service rendent compliquée l'organisation des enseignements. À la rentrée prochaine, comme en 2013, plusieurs dizaines de supports ne seront probablement pas pourvus. D'ailleurs, lors des votes en conseil d'administration (C.A.), la répartition de la

DHG est rejetée massivement par les élus des personnels, les parents d'élèves et les élèves.

L'attribution de l'équivalent de 75 postes en HSA contre 99 en Heures Postes sur l'académie (respectivement 9 et 13 en Vendée) pour plus de 3300 élèves supplémentaires est très inquiétante. Les collègues, ayant déjà une charge de travail importante, ne peuvent absorber autant d'heures supplémentaires.

Les conséquences sont dramatiques sur le terrain, les effectifs augmentent, l'encadrement diminue, des enseignements ne sont même plus assurés.

Bref, la faiblesse de la dotation ne permet pas de créer les postes pérennes nécessaires pour faire face aux besoins.

## **AUSTERITE : l'impasse...**

L'Etat « *trop lourd, trop lent trop cher* », est devenu le refrain de tous les discours et annonces ministériels. L'Education Nationale en est très concrètement et cruellement touchée.

L'austérité n'est pas la solution mais l'aggravation de la situation, préparant des lendemains encore plus difficiles.

***Trop lourd ?*** C'est bien le cas des effectifs par classe sans cesse alourdis.

***Trop lent ?*** C'est bien le cas du rythme de la loi de programmation, vu son contenu. Passée l'illusion de 2012, 2013 fut une stagnation, voire une régression, 2014 la marque accentuée du repli. ***Trop lent*** s'applique également à la politique du Conseil général de Vendée en matière de construction des collèges publics.

***Trop cher ?*** Quatre années du gel du point d'indice, des salaires qui diminuent du fait de la hausse des cotisations de retraite, conduisent à une baisse du pouvoir d'achat en chute. Le dénigrement orchestré depuis 2008 du fonctionnaire budgétivore et asséné de manière cynique remet en question l'existence même du service public.

**Les syndicats FSU, SDEN-CGT, SUD-Education appellent à un**

## **RASSEMBLEMENT MERCREDI 26 FEVRIER 2014 14 H 30 INSPECTION ACADEMIQUE LA ROCHE SUR YON**

**Pour dénoncer cette politique austéritaire.  
Pour des créations de postes qui permettent d'alléger les effectifs par classe  
Pour une augmentation générale des salaires  
Non à la territorialisation de l'Education Nationale source d'inégalités**

**D'autres choix sont nécessaires : ils dépendent de notre engagement !**